

# YUGAGRI

## Veille agro Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade  
DEC-JAN 2026

## Politiques économique, agricole, environnementale

### SERBIE – Marché des produits laitiers à nouveau dans la tourmente

CAA - 11/02/2026

De violentes nouvelles manifestations des producteurs laitiers des environs de Čačak et Kraljevo ont repris début février 2026, en raison de la baisse des prix d'achat du lait. Ils avaient menacé le gouvernement en décembre 2025, et jugent aujourd'hui qu'aucune action concrète n'a été prise en réaction à la baisse du prix du lait, qui est passé sous la barre des 300 EUR/tonne dans certaines laiteries (35 RSD/litre). Des tonnes de lait ont été déversées sur la chaussée et l'autoroute bloquée. Les producteurs laitiers exigent que le gouvernement serbe protège le marché national du lait et de la viande, introduise des droits d'importation et des mesures antidumping sur tous les produits qui menacent la production agricole nationale, applique des contrôles à l'importation et établisse des quotas d'importation, ou la création d'une marque nationale pour le fromage kačkavalj et sa vente avec des marges encadrées.

Le ministère de l'Agriculture Glamocic a réuni les opérateurs en fin d'année, et a dit suivre le marché et les stocks en augmentation. Il a menacé de mettre des barrières au commerce en place si des importations excessives de lait à des prix de dumping prenaient d'importante proportion et impacteraient le marché intérieur, et a demandé des consultations avec la délégation de l'UE le 12 février 2026 pour échanger sur l'impact du marché européen et mondial, en suroffre en conséquence des prix élevés du lait l'an dernier (surplus de lait et de

beurre). Selon nos opérateurs, le ministère a d'ores et déjà allongé les délais d'octroi des licences d'importation des produits laitiers. Les experts soulignent que.

Le ministre Glamović a plus généralement annoncé un changement dans la politique agricole à partir de 2026, liant plus étroitement les subventions de l'État aux investissements réels des agriculteurs. Une partie des aides seront pour tous, mais des majorations ne seront versées que les agriculteurs qui investissent dans des systèmes d'irrigation, de protection contre la grêle et le gel. Les subventions pour les prairies et les pâturages nécessiteront la possession de bétail.

*Ndlr : Dans ce contexte où la procédure d'autorisation d'importation des produits laitiers et carnés (licences d'importation) est plutôt en train de se durcir que de s'assouplir, les EM se sont réunis à l'initiative de la délégation de l'UE pour initier une procédure auprès du « single entry point » de la DG commerce contre cette mesure de la Serbie. Les Pays Bas, dont le distributeur Ahold-Delhaize est particulièrement gêné par les délais et les non obtention d'important volume à l'import de viandes et produits laitiers, a annoncé la volonté d'instruire une plainte et demande le soutien d'autres EM.*

## ALBANIE – Inondations

ADN 26/01/25

Les inondations et les gelées de ces derniers mois ont causé des dégâts importants à l'agriculture albanaise, détruisant les récoltes, les serres, les arbres fruitiers, le bétail, etc. Les zones les plus touchées ont été la plaine de Shkodër et les bas-fonds de Lezhë, Fier et Vlorë. Les cultures d'hiver (blé, fourrages), les semis précoces et les cultures maraîchères ont particulièrement souffert. Les animaux également dans certaines zones (pression sanitaire accrue, fourrage détruit). Les routes rurales, ponts et digues ont également été endommagés, perturbant l'accès aux marchés et l'acheminement d'intrants. Des stations de pompage et des réseaux d'irrigation ont subi des dégâts.

La plupart des exploitants n'assurant pas ce risque, la perte de revenue est séche. Le gouvernement albanais a activé un mécanisme d'urgence coordonné par le ministère de l'Agriculture et les autorités locales (Paiements directs d'aide d'urgence aux ménages vulnérables, distribution d'intrants subventionnés, fourniture de fourrage d'urgence et aides vétérinaires, programmes de remise en état des infrastructures rurales, mesures fiscales temporaires). Lors d'une réunion du Comité interministériel pour les urgences civiles, E. Rama a souligné qu'un processus d'indemnisation est en cours, y compris pour les dommages causés aux habitations, aux terres agricoles et au bétail perdus. Mais les agriculteurs doutent car le Plan national d'adaptation au changement climatique, élaboré par le gouvernement, décrit les risques en constante augmentation pour l'agriculture, mais souligne également que pour

mettre en œuvre avec succès les mesures nécessaires, 8 à 9 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires. Seuls 7 % des fonds prévus jusqu'en 2027 ont été engagés dans le programme budgétaire à moyen terme, laissant plus de 93 % du coût du Plan non couvert.

## ALBANIE – Budget 2026 - IPARD III en 2026 ? - Nouveau vice-ministre

CAA 02/02/2026

Le ministre des finances albanais Petrit Malaj a annoncé le lancement du programme IPARD 3 en septembre, permettant l'accès des 118 millions EUR au secteur, en présence du Premier ministre Edi Rama, de la vice-Première ministre Belinda Balluku et du ministre de l'Agriculture Andis Salla.

Le ministre a souligné le chemin parcouru depuis 10 ans avec un budget au secteur en 2013 de 34 millions EUR alors que 2025 s'est clôturé avec 162 millions EUR injectés. La superficie de serres a triplé, passant de 700 à 2100 hectares. Les terres irriguées sont passées de 120 000 à près de 300 000 hectares. » Le gouvernement communique sur son nouveau programme de soutien pour une orientation stratégique des agriculteurs vers le marché. Un budget de 16,3 milliards de lek (165 MEUR) pour poursuivre est prévu en 2026, dans le but de renforcer la compétitivité et de favoriser le développement durable dans l'agriculture.

Le dispositif national 2026 comportera 4 volets : des subventions à l'investissement pour 20 MEUR, des aides directes pour 31 MEUR, une garantie souveraine avec des prêts à taux réduit de 2 %, et enfin la compensation de la TVA pour les agriculteurs qui sont à ce régime. Mais les agriculteurs devront collecter leurs factures et les soumettre aux autorités fiscales deux fois par an, le 1er juin et le 30 janvier, afin d'en bénéficier.

Le ministre de l'agriculture Andi Salla a complété en précisant que le ministère et l'Agence pour le développement agricole et rural (ARDA) travaillent pour simplifier les procédures, et résoudre les problèmes liés aux baux fonciers et aux certificats de propriété, souvent absents.

Le nouveau vice-ministre de l'Agriculture, Fatmir Guri a déclaré que le programme national de soutien n'est pas seulement un instrument de financement des agriculteurs, mais aussi un mécanisme d'orientation important pour eux. Selon lui, l'objectif est d'orienter les agriculteurs vers des conditions de production optimales, de garantir une plus grande sécurité alimentaire et d'améliorer leurs capacités de stockage et de transformation. Il a souligné que le programme de cette année marque également le début de l'alignement des politiques de soutien sur ceux de l'UE (fin des soutiens au litre ou au kg). Le vice-ministre a également mis l'accent sur le soutien aux jeunes, qu'il a décrits comme un élément clé du développement de l'agriculture.

*Ndlr : Beaucoup d'experts soulignent que compte tenu de la contribution de l'agriculture à l'économie albanaise (20%) et de l'emploi qu'il représente dans les zones rurales (30%), sans parler de son rôle sur la sécurité alimentaire du pays, ce budget reste insuffisant. Ce sous-investissement dans le secteur explique aujourd'hui le manque d'infrastructures de protection et de services agricoles de couverture des risques. Le gouvernement a fait appel à la coopération internationale, mais cette dernière a axé son action jusqu'en 2027 sur la clôture des chapitre 11 à 13 dans ce secteur.*

*Fatmir Guri, professeur à l'université de Tirana, était anciennement conseiller de la ministre Krifca. Il est francophone et a été formé à l'IAMM de Montpellier en gestion foncière.*

## **ALBANIE – Coordination des bailleurs sur chapitres 11, 12 et 13 et messages au MARD**

CAA 27/01/2026

Lors d'une réunion de coordination des bailleurs intervenant dans le secteur agri/agro/pêche en Albanie, ces derniers ont fait le constat de l'ampleur du défi du ministère de l'agriculture (MARD) dans le secteur avec l'ouverture du groupe 5 et des chapitres 11, 12 et 13 et la faiblesse des échanges avec ce dernier, et ont donc porté les messages clés suivants :

- la nécessité d'augmenter la fréquence et l'efficacité des réunions de coordination des bailleurs de fonds dans le secteur agricole. Une deuxième réunion des bailleurs de fonds en 2026 est demandée pour travailler sur la clôture des critères de référence. Pour préparer le secteur à l'adhésion à l'UE, le MADR est invité à présenter une liste claire et hiérarchisée des besoins.
- Si les partenaires internationaux apprécient globalement l'augmentation des effectifs du ministère en 2025, ils soulignent la nécessité d'augmenter encore les effectifs, de développer les compétences et les connaissances nécessaires au sein du ministère et des institutions qui en dépendent, en particulier dans le cadre du processus de négociation d'adhésion.
- Une nouvelle demande est faite au ministère de désigner clairement des personnes de contact et de limiter le turnover du personnel.
- La réussite des critères d'adhésion dans ces secteurs dépend non seulement de l'alignement législatif, mais aussi de la capacité de l'Albanie à mettre pleinement en œuvre les réformes grâce à une allocation adéquate et prévisible des ressources humaines et financières. Dans ce contexte, l'Albanie est encouragée à s'engager à renforcer l'appropriation nationale des réformes, et à partager les informations sur les ressources financières allouées à des réformes spécifiques.

## **ALBANIE – Programme PNUD pour le climat**

La hausse des températures, la baisse des précipitations et la fréquence accrue des phénomènes extrêmes pourraient entraîner une perte pouvant atteindre 14,6 milliards EUR à l'horizon 2035 pour l'économie albanaise si aucune mesure n'est prise, a déclaré le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) lors d'une présentation du Plan national d'adaptation au changement climatique (NAP) 2026-2036 de l'Albanie.

Le plan comprend 66 mesures couvrant la gouvernance, la réduction des risques et la protection des infrastructures critiques, pour un coût estimé à 9,8 milliards USD. Les mesures sont classées en trois catégories : renforcement des capacités, les outils de planification et les incitations financières ; restauration des écosystèmes et les solutions fondées sur la nature pour réduire les risques ; des solutions techniques ou technologiques.

L'agriculture est l'un des secteurs les plus concernés par le plan, au regard de sa part dans l'économie, car les cultures, l'élevage et la sylviculture sont confrontés à des menaces croissantes dues aux sécheresses, aux incendies de forêt, aux infestations de ravageurs et aux espèces invasives.

## Politiques commerciales, innovation, recherche

### BALKANS – Routiers en colère contre le nouveau système aux frontières de l'UE

SER macro- 21/01/2025

Une vingtaine de postes frontières de la Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine du Nord ont été bloqués pendant 1 semaine entre le 26 janvier et 2 février, par les camionneurs en réponse à la mise en place de l'Entry Exit System (EES) par l'UE aux frontières de Schengen. Le système, qui introduit un contrôle biométrique des voyageurs en sus du contrôle du passeport, permet d'appliquer désormais strictement la règle des 90/180 jours, qui autorise les « touristes » auxquels sont assimilés les camionneurs (Visa C) à rester un maximum de 90 jours sur 6 mois dans l'espace Schengen. Cela n'était pas vérifié auparavant et les chauffeurs passaient en moyenne 120 à 150 jours, sur 180.

Le secteur du transport et les entreprises exportatrices, serbes (Pumedtrans) et européennes, s'inquiètent de l'impact de ce changement. 90 % du commerce entre les BO et l'Europe (environ 75 Md EUR) passe par la route (il faut également ajouter le commerce vers la Turquie et le commerce intra-européen entre la Bulgarie, la Grèce et le reste de l'UE qui transitent également par la Macédoine et la Serbie). L'UE est accusée de

négliger le problème. La Délégation indique que les marges de manœuvre de la Commission sont limitées. Deux solutions temporaires sont proposées qui relèvent des EM et ont conduit les camionneurs à lever le blocage : accorder des permis de séjour dans l'UE aux chauffeurs ou accorder aux chauffeurs le statut de travailleurs transfrontaliers. A plus long terme, la Délégation estime qu'il faudrait une modification du code des visas pour étendre la dérogation des personnels navigants aux chauffeurs routiers (accord à la majorité qualifiée des EM dans le cadre d'un processus législatif qui durera difficilement moins de 12 à 18 mois).

## SERBIE – Delhaize contre la Serbie sur les marges encadrées

CAA – 12/02/2026

Le 6 février 2026, Ahold Delhaize, le géant néerlandais de la distribution, a officiellement déposé une demande d'arbitrage contre la République de Serbie devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ICSID), affilié à la Banque mondiale. En septembre 2025, le gouvernement serbe a adopté une réglementation limitant les marges avant et arrière (voir article yougagri), le montant des frais que les détaillants peuvent imposer aux fournisseurs, et introduit des obligations de transparence dans la soumission de listes de prix aux autorités. Ahold Delhaize invoque maintenant que cette réglementation viole les engagements pris par la Serbie dans le cadre du Traité bilatéral d'investissement entre les Pays-Bas et la Serbie, car le plafond de marges et les restrictions associées ont compromis la rentabilité et la valeur de son investissement, rendant ainsi inopérante la protection prévue par le traité.

Le groupe opère en Serbie via sa filiale Delhaize Serbia — exploitant notamment les chaînes Maxi, Mega Maxi et Shop&Go — présente depuis 25 ans sur le marché serbe, avec plus de 500 magasins et environ 11 000 employés, ce qui en fait l'un des plus importants employeurs privés du pays. Avant l'entrée en vigueur du plafond de marges, Delhaize Serbia affichait en 2024 un résultat net positif (7,4 milliards RSD– 63 MEUR) et un chiffre d'affaires substantiel (167,4 milliards RSD – 1,4 Mrd EUR), signe d'une intégration commerciale réussie sur le marché local. Cependant, l'application de la réglementation a eu des effets immédiats et tangibles : marges opérationnelles réduites maintenant l'entreprise dans une situation de pertes en Serbie, Fermetures de 25 magasins, Suspension d'investissements futurs.

D'autres détaillants étrangers, notamment Lidl, ont également exprimé des difficultés similaires d'adaptation au cadre réglementaire, mais ne porteront pas le sujet à l'arbitrage.

Les autorités serbes, de leur côté, justifient ces mesures comme des instruments temporaires de stabilisation économique dans un contexte d'inflation persistante et de pression sur les prix alimentaires, dans l'attente d'une réglementation sur le commerce harmonisée avec celle de

l'UE à paraître au 1<sup>er</sup> trimestre 2026. Pour les acteurs étrangers présents en Serbie, la question est désormais de savoir si ce différend influencera durablement leur stratégie d'investissement dans la région. Pour le gouvernement serbe, l'arbitrage représente un test de la manière dont des mesures économiques internes peuvent résister au cadre juridique international, tout en préservant la souveraineté réglementaire du pays.

## SERBIE – Projet de satellite agricole en partenariat avec la Chine

*Minagri - 17/01/2026*

La Serbie et la Chine ont communiqué sur le projet de lancement conjoint d'un premier satellite dédié à l'agriculture et à la recherche scientifique. Après des discussions avec une délégation de l'Institut de technologie de Harbin, le ministère a déclaré que le satellite devait soutenir l'utilisation des technologies modernes en agriculture, foresterie et gestion de l'eau, et améliorer la gestion des ressources naturelles. Les capacités rapportées incluent la télédétection, la surveillance des cultures, la gestion des ressources en eau et forestière, ainsi que des systèmes d'alerte précoce renforcés. Les deux parties ont également manifesté leur volonté d'approfondir la coopération dans les applications agrotechnologiques ainsi que dans les secteurs de la recherche, de l'innovation et des startups/innovation. Le ministre Glamočić a ajouté que la Serbie est « sincèrement intéressée » par les technologies chinoises et voit un potentiel majeur dans cette coopération.

## Politiques alimentaires et sanitaires

RAS

## Actualités filières

### SERBIE – Bilan framboise 2025

*Serbia business news 26/01/2026*

Selon les données de l'Office statistique de la République de Serbie (RZS), le pays a produit 82 600 tonnes de framboises en 2025, soit une baisse de 35 % par rapport à l'année record de 2018, où la production avait atteint 127 010 tonnes. La baisse du volume des exportations a été partiellement compensée par la hausse des prix à l'exportation, mais la hausse des prix mondiaux a simultanément encouragé une augmentation de la production dans d'autres pays. L'Ukraine, en particulier, a considérablement augmenté sa production de framboises, intensifiant la

pression sur les exportateurs serbes tant en termes de quantité que de compétitivité des prix. En termes de valeur des exportations, la Serbie a occupé longtemps la première place mondiale jusqu'en 2025, mais a récemment été rétrogradé à la deuxième place derrière la Pologne (95 MEUR) avec 93 MEUR, tandis que l'Ukraine se classe troisième avec 62,3 MEUR. Dans le même temps, la Chine a rapidement gagné du terrain, se hissant à la quatrième place avec 35 MEUR et reléguant le Chili à la cinquième place avec 31 MEUR.

La Pologne a exporté 33 000 tonnes, l'Ukraine 25 400 tonnes et la Serbie 19 000 tonnes, devant la Chine avec 13 000 tonnes et le Chili avec 10 300 tonnes. La hausse des prix a joué en faveur des exportateurs serbes. Le prix moyen à l'exportation est passé de 3,54 euros par kilogramme au deuxième trimestre à 4,88 euros par kilogramme au troisième trimestre 2025. Parmi les principaux producteurs, la Serbie a enregistré de loin le prix le plus élevé : la Pologne s'est établie à 2,87 euros/kg, l'Ukraine à 2,45 euros/kg, la Chine à 2,67 euros/kg et le Chili à 3 euros/kg. Dans le même temps, la Serbie a enregistré un niveau historique d'importations de framboises au troisième trimestre 2025, avec un total de 5 013 tonnes de framboises congelées (la part des autres baies étant négligeable). Les plus grandes quantités ont été importées de Pologne (3 063 tonnes), suivie de l'Ukraine (502 tonnes), de la Moldavie (337 tonnes), de la Biélorussie (303 tonnes), de la Bosnie-Herzégovine (217 tonnes) et de l'Albanie (86 tonnes), ce qui représente le volume d'importation trimestriel le plus élevé à ce jour.

## SERBIE – Perspectives céréalières

*Serbia business news 26/01/2026*

En 2025, la Serbie a semé 631 965 hectares de blé d'hiver, soit une hausse de 5,2 % par rapport à 2024, selon l'office national des statistiques. Les semis d'orge ont augmenté de 8 % pour atteindre 103 482 hectares, tandis que les semis de seigle ont augmenté de 8,5 % pour atteindre 4 918 hectares. En revanche, la surface en avoine a régressé de 5,7 % pour atteindre 12 291 hectares, et la superficie de colza a augmenté de 7,5 % pour atteindre 52 076 hectares. La production de blé de la Serbie en 2025 a atteint 3,7 millions de tonnes, en hausse de 26,9 % par rapport à 2024. Cette production plus élevée a été soutenue à la fois par l'expansion des surfaces de plantation et par des conditions météorologiques favorables pendant la saison.

L'Europe aborde 2026 avec une tournure inhabituelle : les prix du maïs frôlent ceux du blé autour de 195 €/t. Les agriculteurs freinent de plus en plus les ventes dans ces conditions car, même après un léger rebond, les prix ne couvrent toujours pas les coûts de production.

En Serbie, le marché des céréales a ouvert en 2026 avec une activité modérée mais des prix légèrement plus fermes après les fêtes. Le maïs a atteint en moyenne 175 €/t, bien que le commerce ait été faible en raison

d'une offre étroite et d'achats prudents. Le blé a représenté la majeure partie du chiffre d'affaires (85 %) avec des transactions à une moyenne de 171 €/t.

Les analystes décrivent 2025 comme solide en termes de rendements mais faible en termes de revenus agricoles, car les bas prix des céréales en Europe de l'Ouest n'ont pas couvert les coûts. Le maïs est de plus en plus central : sur Euronext, le contrat à terme de mars a franchi 190 €/t alors que l'offre européenne se resserrait. Avec l'Ukraine confrontée à des contraintes de production et de logistique, la disponibilité pour l'UE est réduite — ce qui rend le maïs français très recherché et pourrait être le cas pour le maïs serbe. À mesure que le maïs converge vers le blé, les éleveurs passent plus souvent à l'alimentation en rations de blé, remodelant ainsi la demande.

## SERBIE – Focus engrais : marché, transformation, consommation

NIN 13/01/2026

Le besoin annuel serbe d'engrais se situe autour de 900 000 tonnes, entre les engrais NPK complexes et les engrais azotés (urée, ammonitrates). La Serbie dispose d'un secteur des engrais historiquement structuré autour des engrais complexes (NPK comprenant à la fois de l'azote, du phosphore, et de la potasse), avec des capacités industrielles héritées de la période yougoslave et modernisées depuis les années 2010.

Si les producteurs nationaux d'engrais tels qu'Elixir Zorka et Elixir Prahovo maintiennent de fortes capacités de production, le pays reste structurellement dépendant des matières premières importées (ammoniac, phosphore, potasse), en l'absence de ressource minière. Les producteurs consomment par ailleurs 750.000 tonnes d'acide sulfurique, fourni par Zi Jin. Elle importe 650.000 tonnes (200 MEUR) dont 206.000 tonnes d'urée et 189.000 tonnes de NPK, principalement importées de Russie (57% de l'urée et 76% des complexes), et du Canada, de Chine, de Jordanie, etc. Mais la Serbie réexporte 488.000 tonnes d'engrais transformés vers l'Ukraine, la Roumanie.

Le gaz naturel représente 80 % du coût de production de l'ammoniac dont sont issus les engrais azotés. Début 2026, la Serbie n'a toujours pas conclu d'accord à long terme avec la Russie pour l'approvisionnement en gaz, et bien que des prolongations à court terme aient permis de maintenir les livraisons, l'incertitude règne quant au renouvellement du contrat au-delà de la fin de l'année. La Serbie étant fortement dépendante du gaz naturel russe importé, transporté via le Balkan Stream, toute perturbation ou tout retard dans la conclusion d'un accord gazier pour 2026 présente des risques pour les industries à forte intensité énergétique.

Une enquête nationale menée en août 2025 par Lidington Research auprès de plus de 1000 producteurs agricoles serbes révèle un marché dominé par les petits et moyens agriculteurs, une capacité de planification

limitée et un intérêt croissant, mais prudent, pour les pratiques agricoles durables. L'enquête dresse le portrait d'un marché serbe des engrains caractérisé par des habitudes d'achat à court terme et un accès limité à des conseils professionnels. La structure même des exploitations agricoles reflète la fragilité économique sous-jacente : seuls 46 % des agriculteurs exploitent des fermes enregistrées, et seulement un quart d'entre eux ont exclusivement des revenus agricoles, la plupart ayant un emploi non agricole en sus. Les achats d'engrais atteignent leur pic entre janvier et mars, en prévision des semis de printemps, et seulement 16 % planifient leurs achats six mois ou plus à l'avance. Cette absence de planification à long terme expose de nombreux producteurs aux prix de la haute saison.

Les services de conseil ne jouent qu'un rôle limité dans la prise de décision concernant l'utilisation des engrais. Seuls 18 % des agriculteurs consultent régulièrement des agronomes, et plus d'un tiers ne sollicitent jamais l'avis d'experts, se fiant plutôt aux échanges entre pairs, à leur expérience personnelle ou aux médias agricoles pour s'informer. Les canaux de distribution renforcent les schémas traditionnels : 81 % des agriculteurs achètent leurs engrais dans des magasins agricoles locaux, tandis que seuls 9 % les achètent directement auprès de distributeurs.

Les engrais azotés restent les intrants dominants, utilisés par environ trois quarts des agriculteurs, suivis par les mélanges NPK à 64 % et les engrais organiques à 41 %. Les produits plus avancés, tels que les engrais foliaires et les stimulants microbiologiques, restent marginaux, avec seulement environ un quart des agriculteurs qui les utilisent et seulement 14 % qui les appliquent de manière régulière. Les prix élevés, la disponibilité limitée et le manque d'informations continuent de constituer des obstacles majeurs à une adoption plus large.

Les pratiques d'analyse des sols illustrent également les progrès à réaliser : 52 % des agriculteurs n'effectuent jamais d'analyse des sols et seuls 8 % les testent régulièrement. Malgré ces lacunes, les considérations environnementales se font entendre peu à peu. Plus de la moitié des agriculteurs déclarent tenir compte de l'impact écologique lorsqu'ils choisissent des engrais, et 26 % se disent prêts à payer plus cher pour des produits plus respectueux de l'environnement, mais généralement dans des limites financières étroites.

La pression économique reste le facteur déterminant qui influence le comportement des agriculteurs. Près de 80 % des personnes interrogées indiquent que la hausse des prix des engrais a considérablement augmenté leurs coûts de production, les obligeant souvent à retarder leurs achats, à réduire les doses d'application ou à diminuer leur utilisation d'engrais. Une autre étude fait ressortir la hausse du cout des engrais (300% pour le phosphore) comme un des facteurs de l'inflation en Serbie depuis 2020.

Le groupe MK en partenariat avec la famille Babovic, va acquérir la société Dijamant basée à Zrenjanin, appartenant au groupe Fortenova. La transaction sera finalisée dès réception de l'accord des autorités compétentes en matière de protection de la concurrence. Le PDG du groupe MK, Mihailo Janković, a rappelé la volonté de poursuivre le développement de la division agroalimentaire de MK et confirmé l'ambition à long terme du groupe MK de devenir un leader dans l'industrie agroalimentaire régionale. Le groupe Fortenova a expliqué que cette transactionachevait la sortie des secteurs de l'agriculture, des huiles et des produits alimentaires transformés, qui ne font plus partie de leur orientation stratégique, puisqu'il se recentre sur la vente au détail, la logistique, l'immobilier commercial et les boissons. Fortenova a souligné avoir stabilisé Dijamant depuis 2 ans, remboursé les dettes contractées avant 2017 et modernisé certaines parties de l'usine qui avaient plus de 40 ans grâce à un investissement de plus de 40 millions d'euros provenant de ses propres fonds (capacité de production doublée, amélioration de la compétitivité et augmentation des parts de marché).

La coopération entre le groupe MK et la famille Babović (Fashion Company) n'est pas nouvelle, car déjà le cas pour le groupe huilier Victoria. Les fils Babović, Stefan et Lazar, sont impliqués dans l'agroalimentaire (SB Agro, Flora Foods Bečeј).

## Agendas, évènements, visites

### SERBIE – Salon agro de Belgrade

CAA, 30/01/2026

Agro Belgrade 2026 est le salon dédié aux filières fruits, légumes et vitivinicoles des Balkans occidentaux : plus de 500 exposants venus de plus de 15 pays, un format dédié au rendez-vous B2B et aux conférences. Les leaders de l'agrotech y viennent se renseigner sur les nouveautés en matière de machines, de matériel de pépinière, de post récolte et d'accès au marché. Le principal enseignement à tirer de ce salon est la relation croissante entre l'adoption des technologies (qualité, traçabilité, performance de la chaîne du froid, efficacité des ressources) et le cadre politique qui déterminera l'ampleur et la rapidité des développements.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Dragan Glamočić a présenté 2026 comme une année d'orientation plus claire grâce à la stratégie agricole 2025-2034 de la Serbie, tout en soulignant l'importance du secteur pour les exportations (les exportations de fruits en 2025 sont estimées à 728 MEUR). Pour les vergers et les vignobles intensifs, l'un des signaux les plus concrets a été l'augmentation de l'aide à l'investissement dans les plantations pérennes, qui est passé de 25 500 EUR/ha à 42 500

EUR/ha en 2025. Il a réitéré son soutien à la création de nouveaux vignobles et à la poursuite des travaux en vue d'une approche inspirée du modèle européen en matière de pratiques commerciales déloyales.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service Economique Régional de Belgrade à l'adresse :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie](http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à [alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr](mailto:alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr))

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.  
Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : [alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr](mailto:alexandre.martinez@dgtresor.gouv.fr)

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail